

**LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE PRÉSIDENT MACKY SALL,
PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA CEDEAO**

Monsieur le Président de la République,

Nous sommes des représentants de plusieurs organisations de la société civile sénégalaise et des personnalités indépendantes.

Nous nous adressons à vous, Président de la République du Sénégal, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest/CEDEAO et médiateur pour le Burkina Faso.

Au nom du peuple sénégalais, solidaire de la lutte démocratique du peuple burkinabè, nous nous félicitons de votre résolution de rester au Burkina Faso tout le temps nécessaire pour trouver une solution à la crise ouverte par la tentative de coup d'état rétrograde et anachronique du Régiment de la sécurité présidentielle.

Par ses diverses implications, la situation intervenue au Burkina Faso constitue une sérieuse menace à la sécurité des peuples de la sous-région et de l'ensemble de l'Afrique dont elle entrave le développement démocratique et le progrès.

Le peuple burkinabè a largement démontré son opposition au putsch du « Conseil national pour la démocratie ». Les organisations citoyennes, les syndicats et la jeunesse continuent à riposter aux dérives antidémocratiques et la résistance au pouvoir usurpé de Gilbert Diendéré s'organise dans toutes les villes et dans toutes les campagnes du Burkina Faso.

La détermination du peuple burkinabè à refuser toute transition dirigée par le général putschiste est très clairement exprimée par les manifestations massives et incessantes qui se poursuivent partout au Burkina tout comme dans la diaspora.

Les actions répressives conduites par des éléments du RSP ont, déjà, fait beaucoup trop de morts et de victimes à Ouagadougou. Et il est à craindre que l'installation des putschistes au pouvoir n'entraîne une généralisation de la violence.

Nous estimons que la médiation de la CEDEAO doit s'appuyer sur la position clairement exprimée par le Conseil de défense et de sécurité de l'Union Africaine qui condamne sans ambiguïté la tentative de coup d'état, suspendu le Burkina Faso de toutes les instances de l'organisation continentale et pris des mesures internationales de rétorsion contre les militaires putschistes.

En accord et en étroite concertation avec les forces vives du Burkina Faso et avec d'autres mouvements citoyens africains, nous considérons que pour créer « une dynamique de réconciliation nationale » la première condition réside dans le refus de toute transition avec le général Diendéré et dans la poursuite du processus de transition démocratique mise en œuvre depuis octobre 2014.

Fait à Dakar, le 19 septembre 2015

Ont signé :

MOUVEMENT Y'EN A MARRE

MOUVEMENT DES FORCES VIVES DU 23 JUIN/M23

FORUM SOCIAL SENEGALAIS

LEGS AFRICA

ASSOCIATION DES JURISTES DU SENEGAL

CADRE DE CONCERTATION DES PRODUCTEURS D'ARACHIDE

COMITE D'INITIATIVES DES INTELLECTUELS DU SENEGAL

FEDERATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE

GENERATION SENTINELLE

ORGANISATION DES JEUNESSES PANAFRICANISTES